

Développements macroéconomiques récents

En 2020 et 2021, les confinements liés à la COVID-19 ont frappé de plein fouet l'activité économique du pays. Après une contraction de 1,6 % en 2020, la croissance, tirée par l'investissement et la consommation des ménages, s'est redressée pour atteindre 3,7 % en 2021. L'agriculture a été le secteur le moins touché tandis que l'industrie a été soutenue par une forte expansion dans les secteurs de l'exploitation minière et de la construction, tandis que l'industrie manufacturière est restée morose. Les services reviennent aux tendances pré-COVID-19, tirés par l'administration publique et l'éducation. Les prix stables en 2020 et 2021 — avec un taux d'inflation de 2,1 % en 2021 — ont amené la Banque centrale à réduire son taux directeur de 9 à 6,5 % durant ces deux années. Une gestion prudente a préservé la stabilité du secteur financier, avec des prêts non productifs s'élevant à 4,8 % des prêts bruts en 2021, en deçà du seuil légal de 5 %.

Les dépenses publiques de santé ont augmenté en raison de l'achat des vaccins contre la COVID-19 et des prêts de relance ont été fournis pour maintenir les entreprises à flot. Cependant, le déficit budgétaire, qui a diminué à 7,5 % du PIB en 2021, contre 9,5 % en 2020, grâce à une réattribution des priorités de dépenses qui a été financé par un emprunt intérieur. La dette publique a donc augmenté de 14 points de pourcentage par rapport à 2020 pour atteindre 49 % du PIB en 2021, entraînant une dégradation de la notation de la dette souveraine, de risque modéré à surendettement. Le déficit du compte courant est resté élevé à 9,2 % du PIB en 2021 en raison de la perte de recettes touristiques et du déficit commercial croissant. Le financement pour le développement, les envois de fonds et les IDE ont financé ce déficit, tandis que l'allocation de DTS a augmenté les réserves de 1,3 % du PIB.

Perspectives et risques

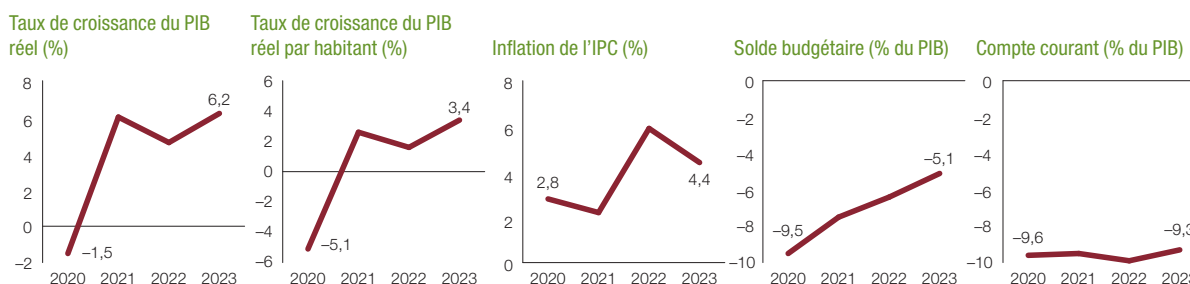
La relance économique devrait se poursuivre, avec une croissance du PIB projetée à 4,6 % en 2022 et à 6,2 % en 2023, soutenue par les services, à la suite de la réouverture des écoles en 2022 et à la reprise progressive dans le secteur de l'hôtellerie. À mesure que les chaînes de valeur mondiales se stabilisent et que la demande des consommateurs augmente, la croissance de la production manufacturière devrait s'accélérer. La pandémie a propulsé l'expansion des transactions d'argent mobile, qui devrait se poursuivre. Avec

l'activité économique accrue, les recettes intérieures devraient se renforcer, soutenant ainsi la poursuite de l'assainissement budgétaire. Les importations élevées et la reprise modérée dans le tourisme maintiendront l'important déficit du compte courant. Les risques externes engendrés par la guerre russo-ukrainienne comprennent des pressions inflationnistes dues à la hausse des prix des denrées alimentaires et du pétrole et à la poursuite des perturbations de la chaîne d'approvisionnement. Les risques intérieurs ont trait à la pression pour accroître les dépenses consacrées aux infrastructures publiques, dans le contexte de recettes fiscales faibles et de défis de mise en œuvre, tandis que les précipitations insuffisantes pourraient compromettre l'agriculture. L'Ouganda dispose néanmoins des réserves nécessaires pour contrer les chocs.

Changement climatique et options de politiques publiques

L'Ouganda subit de plus en plus de phénomènes météorologiques extrêmes tels que les inondations, ainsi que des périodes de sécheresse et de forte chaleur prolongées. Les impacts du changement climatique se font sentir principalement dans les secteurs de l'agriculture, de l'eau, de la santé et les établissements humains. Ces effets sont reflétés par l'ICR 2021 qui classe l'Ouganda au 31^e rang. En l'absence d'actions réalistes pour s'adapter aux impacts climatiques, l'Ouganda risque de devoir supporter des coûts économiques annuels de 2,8 à 4,5 % du PIB sur la période 2010–2050. Compte tenu de la fréquence accrue des chocs liés au changement climatique et de l'adaptation limitée du pays, des pertes économiques considérables, comprenant de graves dommages aux infrastructures énergétiques et agricoles existantes, sont attendues.

La Politique nationale sur le changement climatique (2015) a estimé le coût des mesures d'adaptation et d'atténuation à environ 5 % de l'Aide publique au développement en 2021–2025 (de l'ordre de 644 millions USD au total). Cependant, le gouvernement n'a guère bénéficié des fonds climatiques internationaux : il n'a reçu que 94 millions USD durant la période 2000–2019 des sources de financement mondiales consacrées à l'environnement et au changement climatique. Il devra donc mobiliser davantage de ressources extérieures, car le financement national pour les mesures d'adaptation et d'atténuation lui fait défaut. Cependant, l'Ouganda est en bonne voie d'atteindre l'ODD 13 relatif à l'action climatique.



Source : Les données datent de avril 2022 et proviennent des autorités nationales ; données pour 2021 sont des estimations et données pour 2022 et 2023 sont des prévisions fondées sur les calculs des auteurs.